

*Mauvais résultats, déficits chroniques, c'est l'argumentaire simpliste décliné par l'Etat et la hiérarchie pour justifier la restructuration et la suppression massive de postes à l'Afpa.*

*Ce procédé est particulièrement déloyal alors que ce sont les responsables publics qui étape par étape ont mis à mal l'Afpa depuis une dizaine d'années. Ce sont eux qui ont mis en oeuvre la concurrence délétère de la formation professionnelle exigée par Bruxelles dont on mesure les résultats aujourd'hui.*

*Alors que les citoyens, les élus de terrain s'inquiètent et demandent des solutions le gouvernement ne répond rien et bafouille les éléments de langage issus de ses fiches.*

## **Afpa : quand on veut tuer son chien on l'accuse de la rage \***

### **Place aux solutions commerciales low-cost**

Au printemps lors de son audition à l'assemblée nationale madame Pénicaud remarquait à juste titre que dans les années quatre vingt la France était en avance par rapport aux autres pays d'Europe sur les dispositifs de formation tout au long de la vie. Mais aujourd'hui elle se trompe quand elle s'interroge sur les raisons de la chute de l'Afpa. **Ce n'est pas "faute de marchés" que l'Afpa décline mais plutôt la "fautes des marchés".**

**La fluctuation des crédits et la guerre des prix** qui règnent sur la formation professionnelle des adultes **freinent l'accès à la formation et entraînent l'Afpa vers le fond**. Au final il n'est plus possible de maintenir la qualité des dispositifs et la couverture territoriale. Désormais à leur place se substitue l'**improvisation permanente et le low-cost**.

Contrairement à ce qu'affirme le projet de réorganisation, **le plan n'a d'autres objectif que de réduire les moyens de l'AFPA**. Sa mise en place promet encore davantage de pressions sur ceux qui resteront. Il va continuer à dégrader le sens et la qualité de nos missions.

### **Le gouvernement ne répond à rien et récite ses fiches**

Après l'annonce des projets de fermetures et de suppressions de postes, les **citoyens et les élus s'inquiètent et interrogent l'Etat** sur la mise en place de solutions pérennes. Les parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat ont interpellé le gouvernement.

Maryvonne BLONDIN sénatrice du Finistère pointe **les contradictions de l'Etat**. Celui-ci **après avoir affirmé faire de la lutte contre le chômage sa priorité**, après avoir dit ne pas subventionner l'emploi mais les compétences, **agit tout autrement** en imposant la plus grande réduction budgétaires au Ministère du Travail (plus de deux milliards d'euros).

C'est dans cette logique que le **gouvernement impose à l'Afpa, service public de l'emploi, un plan social massif qui entraîne sa chute**. La député interroge : « **Mais que compte faire le gouvernement pour pérenniser l'Afpa et lui permettre de remplir ses missions ?** »

Plutôt que de leur répondre de manière factuelle mesdames Pénicaud et Pannier-Runnacher préfèrent réciter maladroitement **des réponses toutes faites issues de leur plan de communication** (cf vidéos *sudfpa.net*).

## **Défendons un véritable service public de la formation professionnelle**

**Il est urgent de stopper cette destruction organisée**. Il est urgent de mettre fin aux politiques concurrentielles et conjoncturelles. Les rapports sont unanimes, celles-ci sont coûteuses, chronophages et inefficaces.

Le plan présenté cherche uniquement à réduire les charges il n'offre aucune perspective de développement. La réduction drastique des moyens de l'Afpa met en péril son modèle pédagogique. **NON à cette Afpa low cost inadaptée** aux publics éloignés de l'emploi et **inefficace** pour élever le niveaux des compétences professionnelles.

C'est par son utilité sociale et non par sa rentabilité immédiate que l'activité de l'afpa, service public, doit être mesurée. Le travail de l'AFPA ne peut réussir que s'il est soutenu sur la durée.

**Il faut reconstruire un véritable service public de la formation professionnelle** pour développer les qualifications et lutter efficacement contre le chômage.

**Avec les citoyens et les élus exigeons le maintien de l'ensemble des dispositifs de formation et la pérennité des moyens financiers de l'Afpa.**

**Pour la défense de l'Afpa, de ses centres et de ses salariés,  
pour soutenir le travail des élus au CCE,  
débrayez le 7 novembre de 14h à 15h.**

**Plus d'infos : Question de Maryvonne BLONDIN (Finistère - Socialiste et républicain)**

<https://twitter.com/Senat/status/1057313066415665152>

**Fermeture du centre @Afpa\_Formation à #LeMans. Communiqué de presse des élus communistes et républicains du Mans contre la fermeture pour conserver une offre de formation publique sur notre territoire (extrait ci-dessous).**

<https://twitter.com/moisysophie/status/1057289695279878145>

**Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage !**

L'AFPA, qui a été créée après la seconde guerre mondiale pour former aux compétences nécessaires à la reconstruction du pays, a beaucoup évolué. Depuis plus d'une dizaine d'années, elle fait face à des difficultés structurelles.

Depuis 2012, où la logique de « l'appel d'offre » est entrée en application sur les marchés publics, l'AFPA du Mans, financé sur des fonds publics à hauteur de 80%, voit ce rapport aujourd'hui s'inverser et être financé à seulement 25% par le secteur public.

La méthode est bien rodée : après des réductions budgétaires régulières et un recul de l'investissement public vient l'étape du constat du déséquilibre financier. Pour ce qui est de la solution, elle est toujours la même : c'est la sacro-sainte loi du marché. Il faut tout privatiser.

Pour nous, il est urgent de développer de véritables parcours de formation, tout au long de la carrière, avec un grand service public du travail et de la formation.